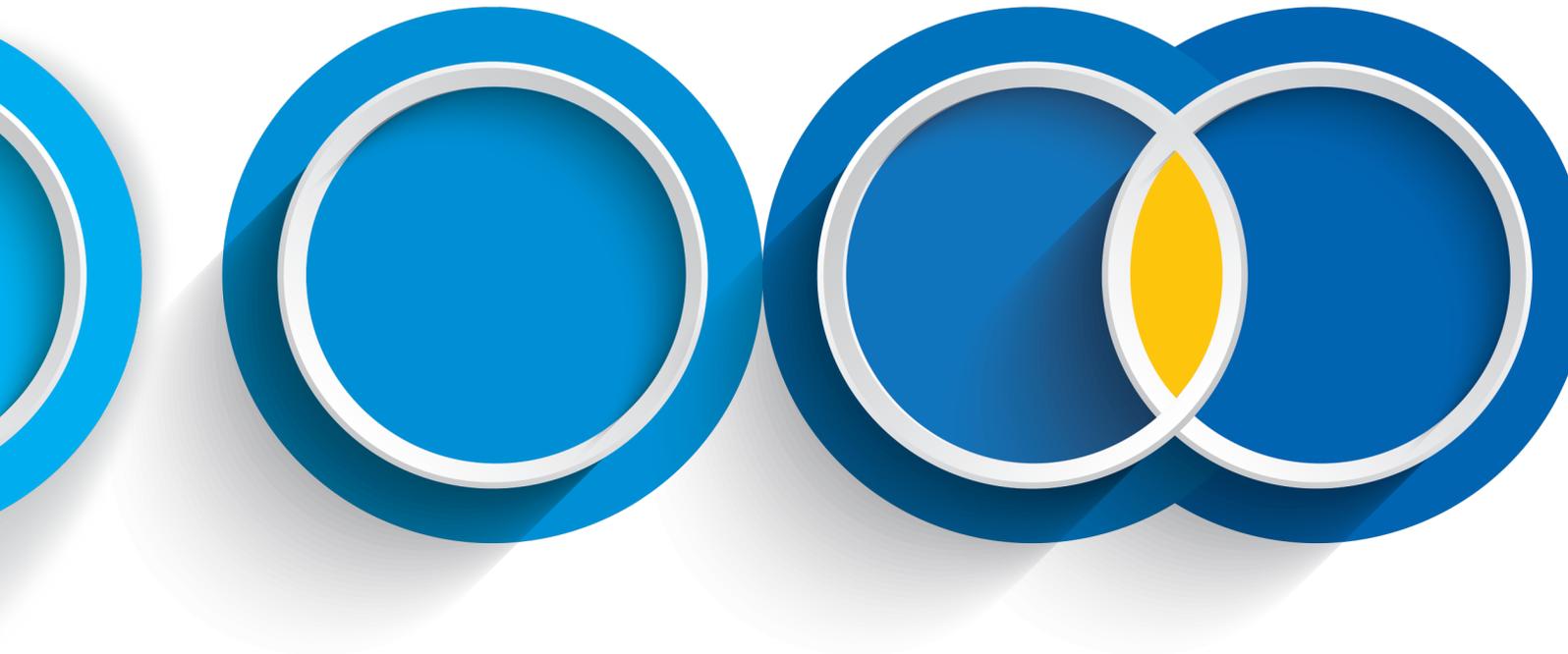


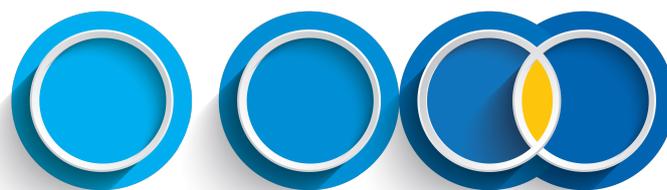


FRANCE STRATÉGIE
ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

PROGRAMME DE TRAVAIL



2021



Le programme de France Stratégie pour 2021 a une ambition simple mais exigeante : que nos travaux contribuent utilement à l'action publique à un moment où celle-ci doit faire face à des difficultés sans précédent. La crise sanitaire, économique et sociale de 2020 a représenté un double défi pour France Stratégie : la prendre en compte dans ses travaux pour apporter aux décideurs publics et à l'opinion des éléments d'information à jour sur des sujets d'actualité, et ne pas relâcher l'effort sur les travaux de moyen et long terme que nous avons prévu de mener. Nous pensons avoir relevé ce défi.

Nous avons ainsi, très vite après la décision de confinement, lancé un appel à contributions qui nous a permis de rassembler un riche matériau regroupant beaucoup des réflexions de nos concitoyens sur le « monde d'après ». Nous avons, parmi les premiers, analysé l'impact de la crise sur la vulnérabilité des différents métiers, et sur les zones d'emploi qui seraient les plus affectées. Nous avons attiré l'attention sur les tensions qui pouvaient, à court, moyen et long terme, peser sur la sécurité d'approvisionnement en électricité.

Dans le même temps, nous avons mené à bien un important programme de travail, marqué par le poids croissant des demandes qui nous sont adressées par l'exécutif ou à l'initiative de l'Assemblée nationale, ainsi que par le Haut-Commissaire au Plan qui dispose de notre concours. La part des évaluations de politiques publiques dans notre plan de charge s'est encore accrue. France Stratégie assure ainsi, avec l'Inspection générale des finances, le secrétariat du comité de suivi et d'évaluation du plan de soutien aux entreprises que préside Benoît Cœuré.

Le programme de France Stratégie pour 2021 vise à franchir une étape de plus dans la politique menée depuis plusieurs années : des travaux précis, rigoureux, impartiaux, autant que faire se peut quantifiés, impliquant parties prenantes et experts dans leur élaboration, et apportant aux décideurs publics et à l'opinion des informations, des analyses, de la prospective, des propositions et des évaluations utiles à l'élaboration des politiques publiques et à l'action publique. Cette orientation a rencontré les attentes d'un public que les événements inédits de l'année 2020 ont conduit à porter un intérêt particulièrement vif à ces questions : le nombre de visites sur notre site s'est accru de 20 % et celui des documents téléchargés de 30 %.

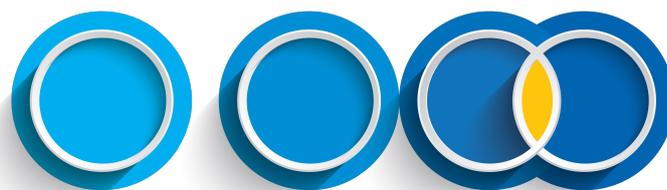
Les thèmes retenus s'inscrivent dans une assez large continuité avec ceux des trois derniers exercices : transition écologique, transformation du système productif, évolutions des emplois et du travail, politiques de progrès social. Un accent nouveau sera mis, notamment dans le cadre de la poursuite du cycle de séminaires consacré aux « soutenabilités », sur la manière dont se prennent les décisions publiques, dont elles sont mises en œuvre, et dont leur évaluation est menée et prise en compte. Une démarche similaire inspire le Forum pour l'avenir franco-allemand, dont nous assurons le secrétariat côté français : il cherche à identifier, à partir d'expériences de terrain, des pratiques innovantes transformant l'action publique.

La démocratie représentative cherche une nouvelle articulation avec la démocratie « consultative », qui associe directement les citoyens, et avec les formes classiques de la prise en compte des corps intermédiaires, qui caractérisent en particulier la démocratie sociale. L'impatience démocratique croissante des citoyens donne une acuité accrue à ces attentes. Nous nous efforcerons d'apporter de premiers éléments de réponse à ces questions. Notre ambition est que ces éléments puissent contribuer à améliorer la fabrique de l'action publique, et à lui permettre de retrouver une plus grande confiance de nos concitoyens.

Gilles de Margerie,
Commissaire général de France Stratégie

LES COMITÉS D'ÉVALUATION PILOTÉS PAR FRANCE STRATÉGIE

- | **Le comité d'évaluation des ordonnances Travail** rendra fin 2021 son prochain rapport, qui actualisera les données disponibles et présentera les premiers résultats d'études portant d'une part sur les effets des nouvelles règles régissant les relations individuelles de travail et la rupture des contrats de travail, et d'autre part sur la mise en place du comité social et économique (CSE) et sur la négociation collective dans les entreprises. Le comité portera une attention particulière au rôle du dialogue social dans la gestion des conséquences sanitaires, sociales et économiques du Covid-19, en particulier sous l'angle de la mobilisation des dispositifs issus des ordonnances de 2017.
- | **Le comité d'évaluation de la réforme de la fiscalité du capital** rendra son prochain rapport avant le 1^{er} octobre 2021. Outre l'actualisation des données et de la revue de littérature présentées en 2019 et 2020, cette livraison devrait inclure les premiers résultats des travaux issus de l'appel à projets de recherche relatif à l'impact des réformes de l'impôt sur la fortune et de la fiscalité des dividendes de 2018.
- | **Le comité d'évaluation IMPACTE**, installé en septembre 2019, publiera son prochain rapport avant le 1^{er} octobre 2021. Ce rapport intégrera aussi l'évaluation des politiques d'allègements du coût du travail (pacte de responsabilité et point d'étape sur la transformation du CICE en allègements de cotisations).
- | **Le comité d'évaluation de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté**, installé en octobre 2019, rendra son deuxième rapport au printemps 2021. Ce document présentera les premières données disponibles sur la mise en œuvre de la stratégie et les études et recherches lancées sur leurs effets, ainsi que l'avis des personnes en situation de pauvreté et du panel de citoyens associés à l'évaluation.
- | **Le comité de suivi et d'évaluation des mesures de soutien aux entreprises durant la crise du Covid-19**, installé en avril 2020, rendra son rapport final d'ici juillet 2021. Un rapport d'étape sera remis vers la fin mars. Le comité d'évaluation du plan de relance prendra la suite.
- | **La commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation (CNEPI)** publiera au second semestre les travaux issus de l'appel à projets de recherche sur l'évaluation du crédit d'impôt recherche (CIR), finalisé fin 2019. Ces travaux visent à évaluer l'effet du CIR sur les entreprises entrées dans le dispositif depuis la réforme de 2008, sur les choix de localisation de la R & D des multinationales et enfin sur l'impact du CIR sur les variables économiques en aval de la R & D (innovation, croissance et emploi, etc.).
- | **Le comité d'évaluation du plan très haut débit (THD)** continuera de piloter en 2021 les travaux issus de l'appel à projets de recherche finalisé fin 2019, visant à analyser les impacts socioéconomiques de l'arrivée du THD, à évaluer l'impact des financements publics et à mesurer la qualité de la gouvernance. Le rapport final du comité est prévu pour 2022.



AXE 1

RÉUSSIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE VERS UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le gouvernement s'est fixé des objectifs ambitieux : neutralité carbone à horizon 2050, zéro artificialisation nette, pas de perte nette de biodiversité, réduction de notre consommation de ressources. En particulier, la stratégie nationale bas carbone (SNBC) et la programmation pluriannuelle de l'énergie tracent une feuille de route ambitieuse en matière climatique. France Stratégie continuera en 2021 d'analyser les conditions de réussite de cette feuille de route : identification des risques portant sur l'atteinte des objectifs, politiques publiques à mettre en œuvre pour favoriser la transition et enjeux économiques et sociaux.

METTRE EN ŒUVRE LA TRANSITION CLIMATIQUE ET ÉCOLOGIQUE

Objectif neutralité carbone. Les travaux pilotés par France Stratégie sur la valeur de l'action pour le climat et les coûts d'abattement carbone fournissent des instruments pour mettre en œuvre opérationnellement la transition bas carbone. Nous examinerons comment intégrer concrètement ces outils dans la décision publique pour prioriser les actions à mener et assurer une transition économiquement et socialement efficace.

Impact de la transition climatique sur les systèmes énergétiques. L'objectif de neutralité carbone modifiera profondément la production et le transport d'énergie, notamment du fait d'une électrification renforcée des usages et du déploiement des énergies renouvelables. France Stratégie s'intéressera en particulier cette année au devenir des réseaux de gaz, dont le modèle économique pourrait être affecté par la sortie programmée des gaz d'origine fossile.

Quel potentiel pour la biomasse, ressource clé pour la transition ? Tous les scénarios d'atteinte de la neutralité carbone reposent sur une mobilisation forte de la biomasse, à la fois comme source d'énergie (biocarburants, biogaz, bois-énergie) et comme puits de carbone. Dans un contexte de transition des systèmes alimentaires vers l'agroécologie, nous nous intéresserons aux conditions permettant l'atteinte des objectifs de mobilisation de la biomasse fixés par la SNBC.

Comment orienter les comportements des ménages et les actions des entreprises en faveur de la transition écologique ? Le changement des comportements constitue un levier majeur pour la diminution de l'empreinte carbone de la France. Il détermine aussi l'acceptation des efforts demandés. Quelles leçons retenir des politiques et des expérimentations françaises et étrangères en matière d'incitations ? S'agissant des entreprises, quels sont les effets de la labellisation environnementale des portefeuilles des investisseurs et des fonds verts ? des engagements volontaires ?

S'ADAPTER AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Quelle que soit l'efficacité de nos politiques d'atténuation, il nous faudra faire face à une augmentation des températures dans les années à venir et sans doute à la multiplication d'événements extrêmes. Certains secteurs – agriculture, énergie, transports, construction, tourisme – sont particulièrement exposés et doivent dès aujourd'hui

repenser leur mode de fonctionnement ou leur modèle économique. À travers des focus sectoriels et territoriaux, il s'agira de réfléchir à une intégration opérationnelle des questions d'adaptation dans nos politiques publiques, en particulier territoriales, et dans nos organisations.

VERS UNE POLITIQUE D'ALIMENTATION SAIN ET DURABLE

Pour une alimentation saine et durable pour tous. À la demande du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée nationale, France Stratégie examinera les différentes composantes de la politique visant à une alimentation saine et durable. Nous étudierons également les leviers pour engager une transition systémique de notre alimentation et de nos filières agroalimentaires.

Prospective des systèmes alimentaires à horizon 2040. L'objectif de ce projet est double. D'une part, proposer des « photographies » d'un système alimentaire français en 2040 qui soit adapté aux défis économiques, sanitaires et environnementaux prévisibles et au cadre défini par les politiques publiques (souveraineté économique, changement climatique, réduction d'usage des pesticides, préservation de la biodiversité, limitation de l'artificialisation des terres). D'autre part, proposer des trajectoires permettant d'atteindre ces scénarios, ce qui implique notamment de déterminer les bons leviers de politiques publiques.

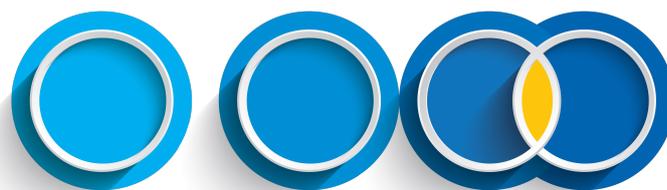
AXE 2

ADAPTER LE SYSTÈME PRODUCTIF AUX DÉFIS DES PROCHAINES DÉCENNIES

La situation de crise sanitaire a conduit à une prise de conscience en France et en Europe du besoin de préserver la souveraineté du continent. Parallèlement, les conséquences grandissantes des crises écologiques générées par le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité justifient de changer en profondeur les modes de production et de consommation. Les analyses de France Stratégie vont en particulier cette année chercher à compléter notre compréhension collective des déterminants du développement d'un système productif prospère et soutenable sur le territoire national, en tenant compte des effets durables de la crise du Covid-19, afin de formuler des recommandations pratiques en matière de politiques publiques.

QUEL IMPACT DE LA CRISE SUR LE SYSTÈME PRODUCTIF D'ICI À 2030 ?

Dans le prolongement des travaux menés pour le comité de suivi et d'évaluation des mesures de soutien aux entreprises durant la crise du Covid-19 et pour le conseil national de productivité, des analyses seront menées pour anticiper les conséquences de la crise économique et sociale mais aussi des mesures prises pour y répondre. Les réallocations sectorielles de l'emploi, la démographie des entreprises, le risque d'une augmentation des entreprises zombies et les déterminants de la productivité feront l'objet de travaux originaux.



QUELLES POLITIQUES POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN 2030 ?

France Stratégie conduira des travaux visant à définir les politiques à mener pour que l'industrie réussisse la transition écologique, crée plus d'emplois, exporte davantage, gagne en productivité et en innovation. Une réflexion sera lancée sur les secteurs et les filières prioritaires à encourager. À titre d'exemple, des travaux étudieront la question de l'amélioration de l'attractivité du pays pour les sites de fabrication des automobiles et en particulier des véhicules électriques. Une analyse sera également menée sur la promotion en France d'une filière à la frontière technologique en matière d'économie circulaire. Alors que la progression du commerce électronique est fortement amplifiée par la crise, les enjeux économiques, sociaux et environnementaux des activités logistiques seront analysés.

La question du capital risque et de la croissance des startups est essentielle pour le renouveau du tissu productif. Des travaux seront conduits sur les déterminants, en cherchant à éclairer les raisons pour lesquelles la France et l'Europe n'arrivent à développer des startups géantes qu'en nombre limité.

La majorité des travaux cette année veillera à prendre en compte la question de l'articulation des politiques nationales avec le niveau européen et avec les collectivités territoriales.

LE RÔLE DE L'ENTREPRISE DANS LA SOCIÉTÉ

Alors que le système productif doit changer en profondeur pour contribuer à construire une société plus soutenable et plus résiliente, les leviers susceptibles de faire évoluer le rôle de l'entreprise en ce sens seront étudiés sous différents angles. La Plateforme RSE en particulier poursuivra son travail de fond sur les enjeux de la responsabilité sociétale des entreprises et sur leur manière d'en rendre compte (voir encadré). Dans le cadre du séminaire « Soutenabilités », le renouveau de la démocratie sociale et la participation des salariés à la gouvernance de l'entreprise feront l'objet d'une séance dédiée.

LA PLATEFORME RSE – RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

France Stratégie assure le secrétariat permanent de **la Plateforme RSE, qui réunit une cinquantaine d'organisations représentant les parties prenantes françaises de la responsabilité sociétale des entreprises**. Les travaux ont donné lieu à plus d'une trentaine de publications, qui portent sur les questions sociales, environnementales et de gouvernance soulevées par cette responsabilité.

La Plateforme RSE répond aux saisines du gouvernement et peut s'autosaisir. En 2021, elle formulera notamment un diagnostic et des propositions sur :

- | **les perspectives européennes de la RSE** : révision des règles et des instruments du *reporting* extra financier, projet de directive relative au devoir de vigilance des multinationales ;
- | **les perspectives françaises de la RSE** : contribution à une mise à jour de la stratégie nationale pour la RSE, après les réformes législatives instaurées depuis 2017 ;
- | **l'affichage** social des biens et des services, dans le cadre des nouvelles dispositions introduites par la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;
- | **la commande publique**, avec la révision du programme national des achats publics durables.

QUELS EMPLOIS, QUEL TRAVAIL D'ICI À 2030 ?

La physionomie du marché du travail risque d'être profondément transformée par la crise actuelle et par ses impacts à dix ans. Les politiques publiques devront accompagner ces mutations pour en amortir les effets négatifs sur certaines populations de travailleurs et certains secteurs, et soutenir ailleurs le potentiel de création d'emplois. L'enjeu de la qualité de l'emploi doit sous-tendre ces ambitions, pour que développement de l'emploi aille de pair avec justice sociale et soutenabilité environnementale. L'exercice de prospective des métiers et des qualifications, *Les métiers en 2030*, réalisé avec la Dares, permettra de tracer une perspective à dix ans des dynamiques des métiers, des formations et des qualifications.

IMPACT DU COVID-19 SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Conseil d'orientation de l'emploi (COE) s'attachera cette année à élaborer un diagnostic partagé sur les conséquences de la crise sur les emplois, le chômage et le travail. Ce diagnostic s'appuiera sur les données statistiques existantes et sur les remontées de terrain.

Quelles politiques publiques pour accompagner la réallocation sectorielle de la main-d'œuvre ? Alors que la crise du Covid-19 touche très durement certains secteurs, d'autres connaissent des difficultés de recrutement : ce sont notamment les métiers du *Care* et de la santé mais aussi les commerciaux, livreurs, ingénieurs, ouvriers qualifiés, etc. La réallocation de la main-d'œuvre de secteurs en déclin vers des secteurs porteurs est un enjeu de premier ordre, à la fois économique et social, mais elle nécessite une vision anticipée et partagée de ces évolutions, et des outils et processus pour l'organiser.

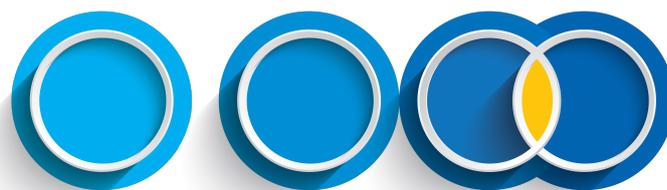
Comment les jeunes sortis du système scolaire vont-ils s'insérer sur le marché du travail ces prochaines années ? Dans quels métiers ? Avec quels effets projetés sur la suite de leur carrière ?

COMMENT PROMOUVOIR LES EMPLOIS DE QUALITÉ ?

Comment renouveler le triptyque SMIC-prime d'activité-allègements de cotisations ? Les travaux viseront à réinterroger la soutenabilité de ce triptyque dans la durée, sur un ensemble de dimensions (taux marginaux d'imposition et progression salariale, coût budgétaire, incitation à la qualification, dynamique des emplois intermédiaires, etc.). Il s'agira notamment d'identifier la spécificité de la France en la matière.

Un arbitrage entre qualité et quantité de l'emploi est souvent invoqué pour expliquer les écarts de performance en matière de taux de chômage. Au-delà de l'actualisation de travaux antérieurs, nous chercherons à analyser les différentes articulations de ces deux dimensions en Europe et à approfondir ce qu'on appelle aujourd'hui un emploi de qualité.

Polarisation, automatisation et digitalisation : quelles mutations du travail ? Dans le prolongement des travaux déjà publiés (polarisation du marché du travail, Intelligence Artificielle et travail, SMIC et Covid-19, rapport sur les politiques industrielles) ou en cours (*Les métiers en 2030*), il apparaît utile de faire une synthèse actualisée croisant ces différentes dimensions – automatisation, polarisation, salaire – pour réexaminer le degré d'exposition à ces mutations par métiers ou secteurs. Le rôle des différents modèles de plateformes dans ces mutations sectorielles sera analysé.



Good jobs et « sales boulots ». La crise du Covid-19 a illustré combien nombre de métiers essentiels étaient mal rémunérés, avec des conditions d'exercice difficiles. Existe-t-il une caractérisation claire des métiers dévalorisés ? Sont-ils partout mal payés ? Quel est le profil de ceux qui les exercent ? Quel est le niveau de mécanisation et d'automatisation de ces métiers ? Comment améliorer la qualité de l'emploi dans ces métiers ?

LIEN ENTRE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET EMPLOI/COMPÉTENCES

Quel usage faire des évaluations des effets emploi de la SNBC à partir de modèles macroéconomiques ? Il s'agira ici de procéder à une revue critique des estimations (hypothèses sous-jacentes, risques associés) et d'examiner l'usage pouvant en être fait pour les politiques à mettre en œuvre.

Quelles politiques de l'emploi et de la formation pour la transition écologique ? Ce travail s'appuiera notamment sur les enseignements du cycle de web conférences conduit en 2020 par le Réseau Emploi-Compétences (REC) de France Stratégie, le Céreq et l'Onemev (Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte).

Lien entre mutations du travail et transition écologique. L'objectif de ce travail est d'identifier les effets directs et indirects des mutations du travail sur l'environnement, et réciproquement, afin de déterminer les leviers organisationnels et institutionnels permettant de concilier la lutte contre le réchauffement climatique et la soutenabilité du travail. Le télétravail sera au cœur de cette réflexion.

AXE 4

CONSTRUIRE DES POLITIQUES EFFICACES DE PROGRÈS SOCIAL

La crise que connaît notre pays depuis mars dernier a mis en lumière les inégalités qui lui préexistaient (en matière de santé mais aussi de conditions de travail, de logement, d'accès au numérique) et en a fait naître de nouvelles. L'épidémie elle-même, comme les conséquences économiques et sociales des mesures prises en réponse, ont touché de manière très inégale les individus mais aussi les territoires. Cette crise a par ailleurs été un révélateur pour nos politiques publiques, en particulier pour notre système de protection sociale, en soulignant ses forces mais aussi ses faiblesses, et en bouleversant son équilibre financier.

Les travaux de cet axe seront articulés en 2021 autour de trois thématiques.

LES INÉGALITÉS ENTRE INDIVIDUS ET LEURS DÉTERMINANTS

Quels sont les déterminants des inégalités avant redistribution ? Dans le prolongement d'une publication de 2020 sur le sujet, on cherchera à identifier les déterminants de ces inégalités primaires, en France et dans le reste de l'Europe, et à analyser leur évolution en France sur la période récente.

Quand se forment les inégalités de destin et comment les réduire ? Les comparaisons internationales conduites par l'OCDE comme les travaux de France Stratégie montrent

la persistance de fortes inégalités des chances en France. L'objectif est ici d'analyser l'importance respective des différentes étapes – petite enfance, école primaire, orientation, accès à l'enseignement supérieur, insertion sur le marché du travail, etc. – dans la formation de ces inégalités, afin d'aider les pouvoirs publics à façonner les politiques les plus adaptées pour y répondre.

Quels effets des politiques fiscales et sociales depuis une décennie sur les inégalités ?

Une analyse en panel permettra d'explorer comment ont évolué les revenus de différentes catégories de ménages entre 2007 et 2019, et de préciser le rôle joué par les revenus primaires et par la redistribution dans ces évolutions.

LES DIMENSIONS TERRITORIALES DES INÉGALITÉS

Quelle vulnérabilité économique des zones d'emploi face à la crise ? Dans un premier temps, l'analyse effectuée à l'issue du premier confinement sera actualisée sur l'ensemble de l'année 2020, en mobilisant plusieurs indicateurs complémentaires (évolution de l'emploi, du chômage, du recours à l'activité partielle, etc.). Elle sera suivie d'une analyse prospective, en lien avec les réflexions menées dans le cadre de l'exercice *Les métiers en 2030*.

Le reste à vivre des ménages dépend-il du lieu de résidence ? On cherchera à estimer le reste à vivre des ménages, défini comme la différence entre le revenu disponible et un certain nombre de charges considérées comme incompressibles. On examinera l'impact du lieu d'habitation sur le niveau de ce reste à vivre, et on se demandera si les différences entre territoires peuvent justifier une plus grande modulation territoriale des politiques fiscales et sociales.

Que sait-on des inégalités environnementales en France ? Le débat public sur les inégalités environnementales se caractérise aujourd'hui par un grand flou, notamment en termes de vulnérabilité au changement climatique et d'exposition aux risques en santé-environnement (pollutions de l'air et de l'eau). Il importe de faire le point sur l'imbrication entre inégalités de revenu et exposition aux pollutions, afin de dessiner au mieux les politiques publiques permettant de réduire cette exposition aux pollutions et aux risques environnementaux des Français, tout en répondant à un critère de justice sociale et territoriale.

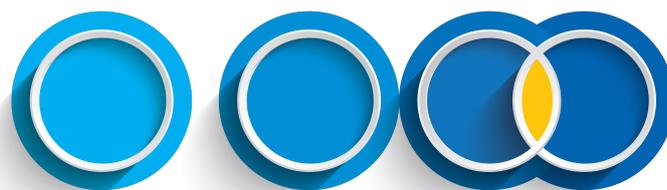
QUELLES ÉVOLUTIONS DE NOS POLITIQUES SOCIALES ?

Quelles évolutions des instruments de soutien au revenu des plus modestes ? La crise économique et sociale en cours a fait apparaître le caractère très protecteur de notre système de protection sociale, mais aussi la persistance de « trous » dans cette protection, malgré les dispositifs exceptionnels mis en place en 2020. France Stratégie fera le point sur les différentes propositions de réforme de nos dispositifs de soutien au revenu (ré)apparues dans ce contexte.

Quels risques d'insoutenabilités pour la protection sociale dans les années à venir ? Notre système de protection sociale sera confronté, dans la décennie qui vient, à des tensions entre différentes dimensions de sa soutenabilité – sociale, financière, démocratique, environnementale. France Stratégie fera le point, dans le cadre du cycle 2 du séminaire « Soutenabilités », sur ces tensions et sur les voies possibles pour les résoudre.

Comment construire une politique publique structurée en direction des jeunes enfants ?

Les travaux du séminaire « Premiers pas », organisé avec la CNAF et le HCFEA, doivent permettre de tracer les grandes orientations d'une politique d'ensemble, structurée et lisible, centrée sur le développement des jeunes enfants et la réduction des inégalités héritées.



AXE 5

ACTION PUBLIQUE, DÉCISIONS PUBLIQUES : COMMENT MIEUX FAIRE ?

Les crises systémiques récentes et à venir doivent conduire les décideurs publics non seulement à rechercher des solutions au cas par cas mais aussi à repenser de façon structurelle les outils et les pratiques de l'action publique, dans un contexte à la fois plus incertain et plus complexe.

Les processus d'élaboration, d'adoption et de mise en œuvre des politiques publiques doivent tenir compte d'attentes renouvelées à l'égard de l'État, qui constituent autant de défis majeurs : participation démocratique, transition écologique, développement économique et cohésion sociale. De façon transversale, l'enjeu est de concilier la soutenabilité de l'action publique dans toutes ces dimensions.

COMMENT INTÉGRER SYSTÉMATIQUEMENT LES DIMENSIONS ÉCONOMIQUES, SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES, TERRITORIALES DANS LA FABRIQUE DE NOS POLITIQUES PUBLIQUES ?

L'objectif du cycle 2 du séminaire « Soutenabilités » est de travailler sur des politiques publiques existantes en réunissant autour de la table plusieurs acteurs de ces champs : ceux déjà engagés dans des démarches de soutenabilités et ceux responsables de politiques sectorielles (administratifs, chercheurs, associatifs, etc.). En partant de la situation actuelle, et selon la règle de Chatham House, la réflexion commune cherchera à identifier les moyens de mieux intégrer les différentes dimensions des soutenabilités dans les processus d'élaboration, de suivi et d'évaluation de ces politiques, mais aussi les obstacles à surmonter et les leviers à mobiliser.

Quatre champs d'action publique ont été retenus à ce stade permettant d'exploiter au mieux les ressources de France Stratégie et de son réseau : la protection sociale, le travail et l'emploi, le numérique et la santé. D'autres séances de travail, plus ouvertes, porteront sur des thèmes moins directement articulés à un objet défini de politiques publiques mais potentiellement féconds pour repenser la fabrique des politiques publiques de manière à les rendre plus soutenables : le rapport au temps, à l'espace ou encore aux ressources.

QUELLES ÉVOLUTIONS SOUHAITABLES DES PRATIQUES ET OUTILS DE L'ACTION PUBLIQUE ?

À partir notamment des enseignements des deux premiers cycles du séminaire « Soutenabilités », et des interactions avec les différents acteurs (représentants des territoires, des administrations, partenaires sociaux, think tanks, chercheurs, etc.), il est prévu, dans une dernière phase, d'esquisser des « pistes opérationnelles » portant sur la transformation de l'action publique – son élaboration, sa mise en œuvre, son évaluation, voire son réexamen (voir aussi point suivant) : quels outils mobiliser pour prendre en compte ces différents enjeux dans les processus de décision ? comment transformer les processus de fabrique de la loi et de l'action publique pour les adapter aux défis de long terme ? Les modalités souhaitables d'articulation entre échelon national et local, entre formes classiques de la démocratie représentative, participative, sociale, directe, et les initiatives de plateformes et conventions citoyennes... seront particulièrement étudiées.

ÉVALUATIONS EX POST DE POLITIQUES PUBLIQUES

Depuis une dizaine d'années, les évaluations *ex post* de politiques publiques se sont multipliées, dans le but de favoriser les *evidence-based policies* (des politiques fondées sur des preuves). France Stratégie, pilote d'un grand nombre d'évaluations, a ainsi publié plusieurs documents sur la méthodologie des évaluations et sur les pratiques comparées en France et à l'étranger. Pour les travaux à venir, deux angles sont privilégiés : élaboration d'un guide méthodologique actualisé, intégrant les méthodes qui ne reposent pas sur l'identification d'un effet causal et élargissant l'analyse aux variables socioéconomiques ; propositions sur l'organisation des évaluations, la garantie d'exhaustivité et le renforcement de l'impact sur la décision publique.

LES ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR FRANCE STRATÉGIE

France Stratégie est un lieu de débat et de concertation qui permet d'associer à ses réflexions les acteurs concernés. Malgré la crise sanitaire, France Stratégie a rapidement adapté son activité événementielle dès mars 2020, en digitalisant toutes ses rencontres. Plus de 30 événements en ligne ont été organisés l'an dernier sur des thématiques variées, réunissant des milliers de participants connectés lors de grands rendez-vous. Au fil des mois, France Stratégie a su mobiliser régulièrement ses publics et élargir son audience. Parmi les événements marquants, le cycle de séminaires intitulé « Soutenabilités » a fédéré une large communauté, avec 7 web conférences dont le Forum des plateformes : le 9 juillet 2020, plus de 1 500 internautes ont suivi ce rendez-vous en ligne.

En 2021, parmi les principaux rendez-vous d'ores et déjà prévus :

- | **la poursuite du cycle de rencontres** sur les politiques publiques à destination des jeunes enfants, en coopération avec la CNAF et le HCFEA ;
- | **les cycles 2 et 3** du séminaire consacré aux « Soutenabilités » ;
- | **un séminaire** sur les méthodes d'analyse socioéconomique des investissements publics, dans le cadre des travaux conduits par le comité d'experts présidé par Roger Guesnerie ;
- | **un cycle de webinaires** sur les coûts d'abattement, dans le cadre des travaux de la commission présidée par Patrick Criqui ;
- | **et, comme les années précédentes, une série de présentations** autour des principales conclusions issues de nos publications (en format webinaire, webconférence, podcast, etc.), ainsi que des rencontres ou débats ponctuels réunissant des personnalités du monde économique, financier ou académique, pour discuter des grandes thématiques nationales ou européennes.

RETROUVEZ LES DERNIÈRES ACTUALITÉS DE FRANCE STRATÉGIE SUR :



Institution autonome placée auprès du Premier ministre, France Stratégie contribue, par ses analyses et ses propositions, à l'action publique et éclaire le débat. Elle réalise des études originales sur les grandes évolutions économiques et sociales, et les enjeux de soutenabilité. Elle produit également des évaluations de politiques publiques. Les résultats de ses travaux s'adressent aux pouvoirs publics et aux citoyens.

En outre, France Stratégie coordonne les moyens d'un réseau d'organismes qui comprend le Conseil d'analyse économique (CAE), le Conseil d'orientation des retraites (COR), les Hauts Conseils de l'avenir de l'assurance maladie, du financement de la protection sociale, de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCAAM, HCFi-PS et HCFEA), le Haut Conseil pour le climat (HCC) et le CEPII.

Contacts presse :

Matthias Le Fur,
directeur du service
Édition-Communication-Événements
01 42 75 61 37
matthias.lefur@strategie.gouv.fr

Charlotte Cougny,
Chargée des relations presse
01 42 75 60 39 - 06 72 31 33 14
charlotte.cougny@francestrategie.eu

Impression
France Stratégie,
Février 2021

France Stratégie - 20, avenue de Ségur - TSA 90725 - 75334 Paris cedex 07 tél. 01 42 75 60 00